



LES TRAVAILLEURS ET LES JEUNES RELÈVENT LA TÊTE !

CONTINUONS LA LUTTE

CONTRE MACRON

ET LES CAPITALISTES !

POUR :

RETRAITE 60 ANS MAX !

UN EMPLOI POUR TOUS !

AUGMENTATION DES SALAIRES !

CONTRE LE RACISME !

Un an que Macron a été réélu et sa légitimité est plus que jamais attaquée. Selon l'Ifop, seules 26% des personnes interrogées se disent satisfaites – 15 points de moins depuis sa réélection ! Faute d'une base sociale solide, Macron navigue à vue (comme d'autres dirigeants en Europe), non pas sur le fond, mais sur le rythme et les moyens d'appliquer sa politique de casse sociale. Il a choisi la force pour engager sa contre-réforme des retraites, annoncée pendant sa campagne comme la mère des réformes.

CALMER LE JEU TEMPORAIREMENT

Désormais il essaie donc de calmer le jeu, avec ses « 100 jours d'apaisement ». Mais il fait semblant : recul sur le SNU (le machin à la place du service militaire) et son caractère obligatoire ? Retrait de la loi Immigration de Darmanin renforçant encore la politique raciste de l'État... ? C'est bidon : ces dossiers reviennent à peine un mois après leur « mise de côté », tout comme les projets nuisibles à l'environnement dont les chantiers fleurissent

dans le pays. Il en profite aussi pour enfoncer le clou contre les travailleurs précaires et privés d'emploi en annonçant le projet « France Travail ».

Faciliter au maximum l'exploitation de celles et ceux qui travaillent pour maximiser les profits des capitalistes français, précariser et stigmatiser davantage les plus défavorisés et les étrangers : c'est toujours son projet ! Et c'est un programme : celui d'une véritable contre-révolution sociale !

SITUATION EXPLOSIVE

Macron n'est pas maître du temps. La situation économique est très préoccupante. Les prix flambent. Les plans d'austérité annoncés par le ministre de l'économie Lemaire tombent, « quoi qu'il en coûte ». Avec le cortège bien connu de coupes dans les budgets publics alors même que les jeunes et les travailleurs en ont davantage besoin pour vivre ou survivre.



Le gouvernement refuse de prendre en compte cette inflation forte dans ces prévisions. Pari risqué. Car cette politique, les marges gigantesques faites par les multinationales et leurs

profits-records nourrissent la crise... et la colère.

C'est l'ensemble de cette politique au service des capitalistes que les travailleurs et les jeunes ont à défier. C'est tout l'enjeu de la période à venir. Les travailleurs et les jeunes ont relevé la tête pendant ce conflit social intense contre le gouvernement. Malgré une répression accrue après le 49-3 et le passage violent de la loi, le sentiment de défaite ne domine pas celles et ceux qui se mobilisent et font grève. Au contraire, les grèves pour les salaires continuent et les discussions commencent pour savoir comment continuer, quels types d'actions, comment s'organiser...

LA BATAILLE SE POURSUIT !

De nouveaux jeunes et travailleurs ont envie de s'organiser syndicalement et politiquement pour continuer dans la durée. C'est essentiel pour la suite de la bataille. C'est en effet le socle qui

doit permettre de dépasser les difficultés précédentes qui sont, entre autres, le manque de discussions collectives, la fébrilité des directions syndicales, l'absence d'un parti de masse des travailleurs qui défend et organise celles et ceux qui veulent lutter.

Les discussions au sein du mouvement ouvrier et du mouvement social doivent s'intensifier car il faut se doter d'un programme de combat contre les capitalistes et du plan de luttes qui va avec.

Seul un programme socialiste qui s'en prend à la propriété privée des grands secteurs de l'économie permettra de défier l'ensemble de cette politique. Et ce programme doit se traduire en actions avec un nouvel outil, un parti combatif des travailleurs. Il ferait alors campagne pour qu'on le rejoigne sur ce programme avec une série de mesures comme le blocage et la baisse des prix, de vrais salaires, des logements décentes et abordables. Cela doit permettre de gagner de nouveaux jeunes et travailleurs à la lutte, de s'organiser autour et de riposter efficacement aux politiques qui servent les capitalistes. La Gauche révolutionnaire milite pour cela, rejoignez-nous !

ORGANISONS-NOUS !



**POUR NOS RETRAITES,
NOS SALAIRES ET NOS
SERVICES PUBLICS :
PRÉPARONS L'ACTE II !**

PAGE 4



**MAI 1968 ! 55 ANS APRÈS,
LES LEÇONS DE
LA GRÈVE GÉNÉRALE**

PAGE 2



**ENVIRONNEMENT :
L'ARNAQUE DU PLAN EAU**

PAGE 7



10 MILLIONS DE GRÉVISTES METTENT LE SOCIALISME À L'ORDRE DU JOUR

■ YANN VENIER

En 1968 se développèrent des grèves et luttes de masse, en France mais aussi ailleurs dans le monde. Cette grève générale entraîna jusqu'à 10 millions de travailleurs et travailleuses dans l'action, soit 50 % des salarié-es du pays. Le pouvoir de De Gaulle vacilla.

Mai 68 ne fut pas « un coup de tonnerre dans un ciel serein ». Au contraire, la dynamique qui allait mener à cette grève générale remonte à plusieurs années. Comme l'a décrit Rosa Luxembourgeois dans son ouvrage « Grève de masse, parti et syndicat », les grèves générales ne correspondent pas à des moments ponctuels. Ce sont des phases plus ou moins longues de la lutte des classes correspondant à une poussée révolutionnaire, alliant à la fois revendications sociales immédiates et des aspects politiques de contestation du pouvoir et de renversement du système. Mai 68 ne fait pas exception.

Après guerre, des grèves insurrectionnelles se développent de 1947-1948 jusqu'à la grève générale des fonctionnaires en août 1953. Après, ces luttes de travailleurs s'éteignent mais les luttes politiques contre l'impérialisme ou pour les droits des femmes se déclenchent. De nombreux militants, travailleur-ses et jeunes, entrent dans le combat contre le capitalisme sur ces questions-là.

LA GRÈVE GÉNÉRALE A DURÉ 5 ANS !

En 1963, durant 5 semaines, a lieu la grève générale dans les mines françaises. De nombreux puits ferment. La grève des mineurs s'étend donnant une quasi-grève générale. Mais la direction de la CGT refuse toute confrontation directe avec le pouvoir de De Gaulle. En 1963, les mineurs gagnent la satisfaction de revendications immédiates (+ 12,5 % de salaire, des primes, 24 jours de congés payés annuels), mais perdent sur la restructuration et la fermeture de puits.

Quoi qu'il en soit, ceci marque le début d'une nouvelle période de lutte et grève de masse. Durant ces 5 années, les luttes de développement dans les entreprises ; certaines emblématiques comme à Besançon à l'usine Rhodiacta du groupe Rhône-Poulenc en 1967.



Ces années furent celles aussi de la recherche du « tous ensemble » contre la stratégie des directions syndicales de multiples journées de grèves interprofessionnelles sans lendemain, face aux contre-réformes autoritaires de De Gaulle et de son gouvernement au service des capitalistes. Dès 1966, le nombre de journées de grève repart à la hausse.

1968, LA MARMITE DÉBORDE !

Début 1968, c'est l'accélération de la lutte des classes. Les étudiants sont les premiers à entrer en lutte et à affronter la répression policière. Les syndicats CGT, CFDT, FO se joignent à l'appel de la FEN et de l'UNEF, une grève de 24h est décidée pour le 13 mai. Ce jour-là, entre 450 000 et 1 million de manifestants défilent dans les rues de Paris. Les syndicats revendiquent 1 million de manifestants dans le reste du pays. Les salariés de très nombreuses entreprises se mettent en grève. En Seine-Saint-Denis, sur 36 entreprises de la métallurgie, 25 sont en grève avec une participation de plus de 60 %.

LES MODALITÉS DE LA GRÈVE ET L'ATTITUDE DES DIRECTIONS SYNDICALES

Sans mot d'ordre particulier des directions des centrales syndicales, la grève se propage dans tout le pays avec des occupations d'entreprises – moins nombreuses qu'en 1936.

Le 14 mai, les salarié-es de Claas dans l'agglomération de Metz débrayent et refusent de

reprendre le travail. À Nantes, les ouvrier-es de Sud-Aviation occupent leur usine. Le 15 mai, Renault-Cléon vote la grève, le 16 mai, l'usine Renault-Billancourt est occupée.

Les lieux de discussion se multiplient partout, car la parole se libère et le besoin de débat politique irrigue le mouvement. On se met à rêver d'une autre société. La question du pouvoir se pose. L'un des principaux mots d'ordre de la lutte est : De Gaulle, « 10 ans ça suffit ! ».

Dans un premier temps, les directions syndicales, en particulier celle de la CGT dominée par les stalinien, hostiles à la révolution, sont débordées par le mouvement qui part et s'étend depuis la base et la classe ouvrière elle-même. Elles tentent de reprendre la main.

Gouvernement, patronat et syndicats enclenchent des négociations dès le 25 mai qui aboutiront aux accords de Grenelle le 31 mai, avec l'espoir que la grève s'arrête. Ces accords actent l'augmentation générale des salaires de 10 % et du salaire minimum de 35 %, la reconnaissance/création de la section syndicale d'entreprise, etc.

LE POUVOIR VACILLE MAIS SE MAINTIENT

Cependant, la grève ne s'arrête pas – en tout cas pas uniformément – car le mouvement social de 1968 ne porte pas que sur des revendications immédiates. Car avec la force gigantesque de la grève générale, s'exprime l'espoir de virer De Gaulle et sa clique et de renverser l'ordre social capitaliste.

Cependant, l'attitude des directions syndicales et du PCF

finiront de sauver le pouvoir en place. De Gaulle avait pensé se retirer le 29 mai, mais ne le fait pas. À la place, il décide de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives, largement gagnées par la droite.

La grève s'effiloche. Les entreprises occupées sont évacuées par la police et l'armée et les émetteurs de la télévision sont repris en mains. La grève générale de mai-juin 68 clôturera cette poussée révolutionnaire des années 1960. Elle permit des gains substantiels en termes de revendications sociales immédiates et de libération du poids de la morale bourgeoise conservatrice qui écrasait toute la société. Elle établit un rapport de force favorable dans la société pour gagner des droits démocratiques.

Mais alors qu'elle ouvrait une période pré-révolutionnaire, les stalinien et les sociaux-démocrates, firent en sorte que les pas supplémentaires pour renverser le capitalisme, toucher du doigt le socialisme ne soient pas effectués par la classe ouvrière et la jeunesse. Une force si puissante était pourtant en marche, qui a fait trembler le capitalisme et mis la bourgeoisie en panique. Renverser De Gaulle et le remplacer par un gouvernement des travailleurs, issu de la coordination des comités de grève, nationaliser sous le contrôle ouvrier les principaux secteurs de l'industrie et commencer à bâtir le socialisme était à portée des millions qui participaient à la grève générale ! C'est un tel programme dont on a besoin pour aujourd'hui dans la lutte contre Macron !

LA JEUNESSE SE MOBILISE EN PREMIER !

Comme partout en Europe, étudiants et lycéens manifestaient contre la guerre impérialiste au Vietnam mais aussi contre l'ordre moral et les brimades de De Gaulle, Pompidou et leur gouvernement. Le 22 mars la tour administrative de l'université Nanterre est occupée après l'intervention des flics contre une manifestation anti guerre. Les étudiants descendent à la Sorbonne et s'affrontent à partir du 6 mai avec la police, étudiants et jeunes salariés ensemble.

Le 10 mai c'est la nuit des barricades avec une répression féroce malgré le soutien effec-

tif de la population (jets de pots de fleurs sur les flics, mise à l'abri des étudiants pourchassés dans les immeubles). Les syndicats CGT, CFDT, FEN (éducation) appellent à une journée de grève nationale le 13 mai, pensant que cela suffirait. Les jeunes ouvriers qui se sont tapé la guerre d'Algérie et qui n'en peuvent plus des cadences infernales ont rejoint les étudiants et ne reprendront pas le travail : Sud Aviation à Nantes, Renault Cléon près de Rouen...

Dans tout le pays la grande grève ouvrière de mai 68 a commencé, et avec quelle force !

L'ÉLAN À L'ÉMANCIPATION DES FEMMES

Dans les années 1960, la lutte pour les droits des femmes est en marche. En 1967, la pilule contraceptive est enfin légalisée. Dès le début du mouvement de mai 68, les travailleuses luttent pour prendre leur place. Elles ne sont pas écoutées, et pourtant, leur rôle est tout aussi important : diffusion de tracts, présence dans les manifestations, les piquets, les assemblées générales... En plus de se battre contre le capitalisme, elles doivent aussi se battre pour leur propre libération. Mai 68 marque alors un tournant

dans la lutte pour les droits des femmes. La volonté d'émancipation est encore plus forte, grâce à la grève (Usine Wonder, Fermeture éclair, Printemps, Monoprix...) les travailleuses prennent leur place dûment méritée aux côtés de leurs camarades hommes. Cet élan revendicateur donnera naissance à des organisations telles que le MLF (mouvement de libération des femmes) et permettra de gagner des batailles importantes en faveur de l'égalité hommes-femmes.

■ ELIOTT



TRAVAILLEURS : FRANÇAIS, IMMIGRÉS, TOUS UNIS !

Les événements de mai 68 verront un nombre non négligeable de travailleurs étrangers se joindre à la lutte. Dans un premier temps, la grande majorité des personnes immigrées se tiendront à l'écart des mobilisations car elles auront peur pour leur emploi et leurs papiers, et ne comprendront pas directement l'enjeu de se battre aux côtés des travailleurs français. Ensuite, des échanges entre étudiants et travailleurs, français et immigrés, permettront aux uns et autres de découvrir leurs conditions de vie et de labour réciproques, et de

prendre conscience de l'enjeu d'une lutte des classes au-delà des frontières, géographiques comme culturelles, en déconstruisant les nombreuses attaques racistes et les préjugés que subissent les travailleurs immigrés.

C'est à cette période que les structures syndicales s'adresseront enfin un peu plus aux travailleurs étrangers et permettront à ceux-ci de se structurer pour porter collectivement des revendications et gagner des droits, comme l'ouverture des droits syndicaux à tous les travailleurs étrangers, en 1975.

MACRON : DE QUOI EST-IL LE NOM ?

■ YOHANN BIS

Des effigies de Macron en roi, qualifié de président des riches ou de dictateur, caractérisé comme têtu ou capricieux, ça fuse dans tous les sens. Il y a un fort sentiment que Macron est un président méprisant n'écouter personne et gouvernant seul. Qu'est Macron et pourquoi mène-t-il cette politique ?

Macron est un président qui n'a pas un parti enraciné dans une catégorie de la population. C'est un arriviste qui, dans une certaine mesure, comme Trump ou Bolsonaro, a pu profiter de la défiance envers les partis classiques de la bourgeoisie pour prendre le relais. C'est aussi une fragilité car il est particulièrement isolé, sans base sociale pour soutenir sa politique : il a été élu face à Le Pen et aux législatives, il n'a pas eu de majorité absolue. Il veut donc apparaître au dessus des classes sociales comme un homme providentiel qui saurait ce qui est « nécessaire » comme argument d'autorité. Macron a donc une méthode autoritaire et répressive, de type bonapartiste avec le recours massif au 49,3, la répression des contestations, limiter l'opposition... pour mener à bien ses objectifs.



AU SERVICE DES CAPITALISTES

Enfin, ce sont les capitalistes, particulièrement ceux du Cac40, qu'il sert à tout prix. Il en est leur représentant direct. D'ailleurs, Macron essaye en permanence de dissimuler la nature de son gouvernement composé d'une moitié de millionnaires faisant des allers-retours avec les directions des grandes entreprises. C'est pour ces raisons que loi après loi, c'est la surexploitation des travailleurs

dont il est question, permettant d'engendrer des bénéfices toujours records. C'est aussi des transferts de liquidités publiques (CICE, allègements de charge, Flat Tax...) pour alimenter directement les dividendes aux actionnaires. Lorsqu'il s'en prend aux services publics c'est pour permettre d'aboutir à une privatisation de ce qui est rentable. Macron a un gouvernement de combat contre les travailleurs qui, face à lui, commencent à relever la tête et cherchent à résister.

MACRON RIME AVEC RÉPRESSION

Le mouvement contre la politique de Macron l'oblige, par la faiblesse du soutien politique dans la population, à réprimer pour s'imposer. Tous les moyens sont bons : intimidation lors des blocus lycéens, gaz lacrymo, LBD, policiers sur quad à Sainte-Soline, etc...

Par cette violence, il veut démobiliser les travailleurs en lutte, décourager celles et ceux hésitant à la rejoindre, et provoquer des blessés. Face à la violence de l'État, le mouvement ouvrier doit disposer de services d'ordres en nombre, mixtes et bien équipés. Ces SO doivent être gérés démocratiquement par les assemblées générales des grévistes, pour protéger nos manifs de toute agression et faire la circulation routière. C'est contradictoire de faire confiance à la police et aux préfectures pour nous protéger alors qu'elles sont à l'origine de la répression. Quand la police charge, nous devons former des rangs compacts en chaîne humaine pour nous protéger collectivement et ne laisser personne se faire blesser.

NON, LE RN N'EST PAS UNE ALTERNATIVE !

■ PIERRE

Dans un sondage paru en avril, Marine Le Pen remporterait la présidentielle contre Macron si elle était tenue cette année. Alors que Macron saccage nos droits et nos services publics, le RN veut apparaître comme « le premier bouclier social des Français ». Pour voir le RN comme un bouclier, encore faut-il comprendre contre qui il est vraiment tourné. Contre l'augmentation du SMIC, contre les syndicats et grévistes qui ont lutté pour des augmentations des salaires, contre le rétablissement de l'ISF et contre la taxation des riches, à l'unisson avec les macronistes et dans les intérêts des capitalistes. Il faut se rappeler qu'au cours de la lutte en février, Le Pen défendait sur France Info la retraite... à 67 ans !

LE RN EN EMBUSCADE LE 1ER MAI.

C'est dans l'ex bastion communiste historique qu'est la ville du Havre, tenue par l'ancien premier ministre Edouard Philippe, l'aile droite de la ma-

rité présidentielle, que le RN a décidé d'organiser une « Fête de la Nation » pour supplanter la Journée Internationale des droits des travailleurs du 1er mai. Le RN s'en explique : « c'est une ville ouvrière », « un bon réceptacle pour qu'on puisse développer tout notre programme social ». Il s'agit d'un banquet nationaliste ponctué par des discours de Marine Le Pen et Jordan Bardella en rupture avec les traditionnelles commémorations de Jeanne d'Arc à Paris. Ils espèrent par cette fête montrer un parti nationaliste « présidentiable », en bons populistes qu'ils sont.

NOUS AVONS BESOIN D'UN PARTI DES TRAVAILLEURS !

Non, le RN ne s'emparera ni du 1er mai ni du pouvoir. On ne peut pas laisser le RN profiter de la situation, alors que des millions de travailleurs et de jeunes se sont engagés dans la lutte contre Macron et sa politique au service des capitalistes. Le RN n'est qu'un parti de plus au service de la bourgeoisie, des fétichistes de la

Nation usant de tout ce qui est possible pour diviser les travailleurs, par leur couleur de peau, leur genre ou leur orientation sexuelle. Nous avons besoin au contraire d'une force politique qui fédère nos revendications de salaires, d'embauches, de services publics et qui aura pour premier mandat la mise

en propriété publique des principaux moyens de productions pour les enlever des mains des capitalistes. C'est donc un parti des travailleurs et des jeunes pour le socialisme qu'il faut, pour dégager Macron et porter une alternative au service de la majorité de la population tout en bloquant le RN.



LE PEN. LE « PEUPLE »

LE CONGRÈS DU PC RENFORCE FABIEN ROUSSEL

Lors du 39e congrès du PCF en avril, F. Roussel a joué sur du velours pour avancer ses pions. En janvier, le texte de « base commune » avait engrangé plus de 80% des voix. De nombreux militants du PC ont le sentiment que Fabien Roussel a permis des réussites politiques et médiatiques. La ligne Roussel se construit en dénonçant la volonté hégémonique de la FI, et en voulant s'en démarquer pour satisfaire des militants qui connaissent le déclin du parti depuis plus de 50 ans. D'où le « Mélez vous de vos affaires ! » prononcé par Roussel lorsque la FI appelle la direction du PC à clarifier sa position vis-à-vis de la NUPES jugée comme « dépassée ».

L'orientation adoptée est d'œuvrer à la création d'un « nouveau front populaire », ce qui entretient tout autant le flou : ni les bases, ni l'éventail du rassemblement à « gauche » ne sont précisés, preuves sans doute d'oppositions encore vives à la ligne Roussel. Mais c'est ce qui donne les coudées franches pour aller là où il le souhaite, en jouant sur l'envie des militants à redevenir une force centrale qui regagne son

influence chez les travailleurs.

Pourtant, sous prétexte de regagner l'électorat de droite populaire qui s'est tourné vers le RN, la direction évoquée par le Secrétaire National est très droitière, en témoignant les propos sur des frontières transformées « en passoires ». La stratégie est simple : tirer le plus possible une « union des gauches » vers la droite et vers des forces qui ne veulent pas de la FI pour se recentrer sur Fabien Roussel et le PC.

Le nom de Cazeneuve n'est pas sorti du chapeau par hasard. Il s'agit d'élargir vers la partie « hollandiste » du PS, en rupture avec Olivier Faure lors de la fondation de la NUPES autour de la FI. Ça ressemble dangereusement à du déjà-vu : s'acoquiner avec la partie droite du PS pour se donner l'illusion d'être fort ! Ceci ne reflète sans doute pas la volonté de militants qu'on retrouve dans les luttes, ni ceux au PC qui dénoncent la politique clairement au service des capitalistes du PS aux affaires localement.

■ LC

À QUOI JOUE LE PARTI SOCIALISTE ?



Alors que des millions de gens sont en grève et manifestent contre Macron, la guerre des chefs fait rage dans le parti. En 2022, suite au résultat calamiteux à la présidentielle, Faure, 1er secrétaire, a signé un accord avec la NUPES pour avoir des élus aux législatives. Mais lors du congrès de janvier 2023, les dissidents qui ne voulaient pas intégrer la NUPES ont proposé une autre orientation « Refondation » autour du maire de Rouen Mayer Rossignol et Carole Delga, présidente de la région Occitanie. Le résultat a été très serré et les sensibilités ont préféré négocier : Faure reste 1er secrétaire et Mayer Rossignol co-secrétaire.

La droite du PS n'est donc pas empêchée de se présenter contre la FI avec l'élection partielle en Ariège, début avril. Bénédicte Taurine, insoumise soutenue par Faure était arri-

vée en tête au premier tour. Elle avait en face d'elle Martine Froger, dissidente soutenue par Mayer Rossignol, Delga et Cazeneuve toujours dans les bons coups ! C'est la candidature Macron-compatible qui a été élue avec des voix macronistes, du RN et une très forte abstention. La droite offensive du PS a permis d'empêcher un siège supplémentaire à une gauche combative, sans réaction de l'aile gauche.

Le PS est toujours en crise et n'est pas le garant d'une ligne sincèrement en rupture avec les politiques au service des riches. Son avenir dépend aussi de celui de la NUPES. Au risque d'implorer ? Nous n'avons rien à attendre de ce parti dont la principale préoccupation est le pouvoir par les élections.

■ MJDOUET

LA CGT VA-T-ELLE SE RENFORCER ?

Après des années de baisse du nombre de syndiqués, le congrès confédéral a été houleux et la ligne de Philippe Martinez remise en cause. Chose inédite, une secrétaire générale est élue : Sophie Binet. Ce changement ne règle cependant pas les problèmes d'orientation syndicale et de stratégie de lutte de classe. Sophie Binet était également au bureau confédéral précédent, la rupture avec l'orientation portée par Martinez n'est donc pas acquise. L'enjeu est de savoir si les syndiqué-es vont pouvoir se réapproprier la CGT pour appuyer à la fois un fonctionnement plus démocratique et inclusif, et une orientation combative.

DE QUELLE CGT LES TRAVAILLEURS ONT-ILS BESOIN ?

Le nombre est une force, que ce soit face à un patron ou contre Macron. Mais les travailleurs ont besoin d'une CGT combative et de classe. Ce qui implique que cette défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière se combine avec la nécessité d'en finir avec le capitalisme

qui exploite et opprime d'autant plus durement qu'il est en crise, en plus de détruire nos environnements de vie et notre futur.

Au sortir du congrès, une campagne de syndicalisation est lancée, et c'est ce qu'il faut faire. Être offensif sur toutes les questions pour permettre de rassembler les travailleurs de tous horizons : pour des augmentations de salaires, des embauches à la hauteur des besoins définis collectivement par les travailleurs, la réduction du temps de travail sans perte de salaire pour permettre d'embaucher aussi, des services publics à la hauteur des besoins, la création de monopoles publics des secteurs clés de l'économie, contre le sexisme et toutes les oppressions, etc...

Lors des manifestations contre la réforme des retraites, on a vu de nouveaux travailleurs rejoindre la manif par petits groupes de collègues, c'est à celles et ceux-là qu'il faut s'adresser prioritairement pour reconstruire la CGT dans les entreprises où elle n'est plus, et où elle n'a jamais été.

■ PEM



L'ÉNERGIE TOUJOURS PLUS CHÈRE

Les prix de l'énergie sont en forte hausse depuis des années. 2023 n'inversera pas la donne. Le gaz et l'électricité subissent une hausse de l'ordre de 15 % en moyenne, qui serait largement supérieure s'il n'y avait pas le bouclier tarifaire, financé par l'État, donc nos propres cotisations, et pas par les capitalistes. Dans le même temps, l'offre de gaz à tarif réglementé va disparaître en juin 2023, laissant libre cours aux fluctuations des marchés, entraînant de plus en plus de foyers dans la précarité énergétique.

La « nationalisation » d'EDF actuelle n'a pas pour but de recréer un monopole public de l'énergie géré par les travailleurs – ce que nous revendiquons – et n'aura aucun impact positif pour les ménages. Preuve en est la décision actuelle de la direction d'EDF de geler pour l'instant les embauches, afin de faire des « économies ». Nous disons : le secteur de l'énergie doit être 100 % public, sous le contrôle des travailleurs, et se développer pour sortir du « tout fossile » et du « tout nucléaire ».

■ JOACHIM



POUR NOS RETRAITES, NOS SALAIRES ET NOS SERVICES PUBLICS : PRÉPARONS L'ACTE II !

■ VIRGINIE PRÉGNY

Avec 12 journées nationales de grève et d'innombrables actions depuis le 19 janvier 2023, le mouvement contre la casse des retraites est exceptionnel. Même si le gouvernement n'a pas encore reculé sur sa contre-réforme, il n'a pas réussi à infliger une vraie défaite aux travailleurs en lutte, et en ressort encore plus fragilisé, au milieu d'une crise politique profonde. Il n'arrivera pas à faire taire la colère qui s'est levée dans le pays.

Jusqu'à 3 millions de manifestants dans plus de 300 villes et pendant 3 mois. Encore aujourd'hui plus de 60 % souhaitent que la lutte se poursuive. C'est bien un rejet du gouvernement et de sa politique en faveur des capitalistes qui s'exprime.

Le front intersyndical large sur une si longue période a aidé au succès des journées de grève qui ont touché tous les secteurs à des degrés différents. Mais il a manqué une stratégie pour la lutte comme par exemple l'annonce des prochaines journées de grève à l'avance (et pas le soir après), et un appel à plusieurs jours d'affilée. Ainsi, les journées nationales étaient très suivies, et le mouvement très soutenu, mais il n'y a pas eu de reconduction massive de la grève.

LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES RELÈVENT LA TÊTE

Le mouvement nous a permis de renouer avec la lutte. Pendant l'épidémie de Covid, le gouvernement et le patronat ont attaqué les conditions de travail et renforcé l'autoritarisme. Les possibilités pour les travailleurs de se retrouver sur leur lieu de travail



se sont amoindries, entre autres à cause du télétravail.

Piquets de grève, AG, blocages et caisses de grève ont refait leur apparition. Les mobilisations inédites dans les petites et moyennes villes sont un acquis du mouvement des gilets jaunes. Le retour de la jeunesse dans la lutte aux côtés des travailleurs est aussi un point d'appui.

Pour élargir encore la lutte, il faut que les revendications correspondent à ce qui nourrit la colère : les conditions de vie et de travail. On ne veut pas travailler comme des forcenés pour des salaires insuffisants et finir cassés à quelques mois de la mort, c'est ça qui doit se retrouver au centre des revendications.

CE N'EST PAS FINI : PRÉPARER L'ACTE 2 !

Les « 100 jours d'apaisement » de Macron sont une provocation de plus. En réalité, ils sont en guerre contre nous ! Il ne faut pas les laisser tranquille et préparer l'Acte 2, pour gagner ! Les actions ponctuelles de blocages ou les casseroles, sont positives, mais ne seront pas

suffisantes face à la détermination de Macron.

Il faut aussi nous préparer et profiter des mobilisations actuelles pour réapprendre à construire des cadres de lutte collectifs. Par une grève de masse et durable, on peut stopper les capitalistes. Cela nécessite que les travailleurs s'organisent dans leur entreprise et se lient avec les travailleurs des autres secteurs. Dans les semaines et mois à venir, c'est une des tâches des syndicalistes combattifs et de tous ceux qui ont participé au mouvement. Il faut redonner aux AG une place centrale, où tous les aspects de la lutte sont discutés démocratiquement et décidés collectivement, en lien avec les syndicats.

POUR DÉFENDRE LES TRAVAILLEUR-SES, IL FAUT UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEUR-SES !

Avec la crise économique, Macron et les capitalistes jouent gros. Ils veulent infliger une défaite à la classe ouvrière pour pouvoir accélérer la casse de la

Sécu et des services publics ; des milliards qui échappent encore aux capitalistes. Ils veulent prendre les travailleurs de vitesse et les démoraliser en se montrant inflexibles. Mais cette attitude est aussi le signe qu'ils ne sont pas sereins.

Ce mouvement a démontré, une fois de plus, que les institutions sont au service de la bourgeoisie et des capitalistes : 49-3, Sénat, Conseil constitutionnel, référendum... Tout est fait pour qu'ils puissent nous imposer leur politique. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement des travailleurs constitué des représentant-es du mouvement ouvrier et de nos luttes. Des élu-es payés au salaire moyen d'un ouvrier qualifié, qui soient révocables s'ils n'appliquent pas le programme pour lequel ils et elles ont été élus.

Comme le dit l'hymne révolutionnaire l'Internationale : « producteurs, sauvons-nous nous-mêmes » ! La vraie démocratie, c'est-à-dire une société socialiste, ne pourra être mise en place que par les travailleurs et travailleuses.

LA BATAILLE N'EST PAS FINIE : ORGANISONS-NOUS !

■ SKÁLD

La bataille contre la réforme des retraites a réveillé parmi des travailleurs et des jeunes l'envie de s'organiser. Le besoin que les cortèges se structurent, que les revendications soient discutées et s'élargissent, le montre. Ces préoccupations sont un signe positif pour les prochaines batailles et ne doivent pas rester sans réponse.

Pendant la grève, seuls certains secteurs se sont organisés en assemblées générales et on

y discutait peu ou seulement de la reconduction de la grève. Ces assemblées sont le cœur des discussions des grévistes, pour élargir nos revendications, discuter de comment construire le mouvement en allant convaincre les autres travailleurs de nous rejoindre. Ça forme et ça développe la lutte. Certains réflexes et traditions militantes ont été perdus depuis plusieurs années. D'ailleurs, dans les syndicats, cela a aussi un impact : consolider les forces et les développer est redevenu une priorité.

Être organisé c'est pouvoir

agir et entrer en lutte de façon collective, préparée et structurée. Mais tout cela n'est pas détaché du fond. Pour batailler contre les capitalistes et réellement défier leurs gouvernements, il faut avoir un programme, des revendications et proposer des méthodes pour faire avancer le mouvement et tracer des perspectives. Tant sur les formes d'organisation que la lutte pourrait prendre que sur les revendications, les militant.es les plus déterminé.es doivent avoir des propositions. Retraite à 60 ans max, augmentation

massive des salaires de 300 € minimum, embauche massive dans les services publics, arrêt des privatisations, zéro licenciement, nationalisation réelle de l'énergie sous le contrôle et la gestion des travailleurs.

La classe ouvrière a besoin d'une organisation politique qui permette à tous les travailleurs et les jeunes de s'organiser collectivement peu importe leur origine, leur âge ou leur genre autour d'un programme authentiquement anticapitaliste, un programme socialiste. Viens en discuter avec nous !

FACE À LA COLÈRE ÉTUDIANTE, DES MIETTES SONT LÂCHÉES

Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur a annoncé des mesurètes face à la colère et la mobilisation des étudiants, pensant peut-être calmer et contenir le mouvement qui s'oppose au gouvernement de Macron. Est annoncée la hausse des bourses de 7 %, soit 10 % en 2 ans, à peine au niveau moyen d'inflation pour les deux dernières années, sans prendre en compte le poids de l'alimentation et de l'énergie chez les étudiants. Aussi un léger élargissement des étudiants éligibles aux bourses. Le repas à 1 € pour les boursiers et seulement les non-boursiers « précaires » qui en feraient la demande après que l'extension à tous les étudiants a été rejetée par Renaissance et le RN. Des mesurètes car la précarité des



jeunes explose, travailleurs ou étudiants nous sommes à peine au SMIC ou très souvent en dessous du seuil de pauvreté, survivant à peine.

Mais nous relevons enfin la tête. À Macron et sa politique capitaliste offensive, il faut op-

poser un programme socialiste qui répond aux demandes des travailleurs et de la jeunesse, qui rende l'éducation complètement gratuite, aux bourses suffisamment élevées, avec des critères pertinents et prenant en compte les besoins et permettant une

vraie indépendance financière. Mais c'est aussi la création de places en fac (donc la fin de la sélection comme Parcoursup), de logements pour tous, y compris étudiants, des jobs avec de bonnes conditions de travail et de bons salaires pour tous.

LE « PLAN EAU » DE MACRON BOIT LA TASSE, LES MÉGABASSINES SE CREUSENT

■ PAULINE ISAMBERT

Le 30 mars 2023, Macron a présenté son « plan eau », 53 mesures visant à « la sobriété » dans la consommation de l'eau. Au programme, pas de réel changement. Mais des subventions plus importantes versées aux Agences de l'eau, en relevant le plafond des dépenses pour les raisons écologiques. À cela s'ajoute une culpabilisation individuelle de ceux qui utilisent l'eau pour leur consommation. Ainsi dans le plan eau, les premiers mètres cubes utilisés seront un peu au-dessus du prix coûtant, puis le prix augmentera selon la consommation. Nous qui payons le plus d'impôts sur l'eau. Si effectivement les piscines privées en zone sèche sont une aberration, pour autant dans la consommation effective de l'eau (sans les fuites donc), seul



un quart de l'eau est de l'usage personnel. La majorité ? 60 % d'agricole. Dans le Comité National de l'Eau siègent certains représentants agricoles, ceux-là mêmes qui protègent les mégabassines ! Par contre, les budgets pour détecter et stopper les fuites d'eau qui représentent 954 millions de m³ par an restent très inférieurs aux besoins.

UNE GESTION DE L'EAU MARCHANDE INEFFICACE

En France, la gestion de l'eau est éclatée entre une multitude d'acteurs privés et publics, la ma-

jeunesse gérée par des prestataires privés comme Veolia ou Suez, qui gèrent 2/3 de l'eau. Des agences publiques s'occupent du reste. En plus, il y a une foule d'acteurs privés qui font gonfler la note et organisent la spéculation foncière agricole. La juteuse mégabassin sur le bassin versant Sèvre Niortaise Mignon c'est 70 % de financement public pour un total de 52 millions d'euros. C'est un des secteurs dans lequel il est primordial de veiller à la bonne utilisation de l'eau. Sa privatisation pour les seuls gros industriels, pour les ressources comme le maïs destinée au bétail et à l'importation doit être empêchée !

PAS DE BONNE BOUFFE SANS EAU NI PAYSANS !

Les méga-bassines sont l'exemple même de la gestion irresponsable, fumeuse et à court terme du gouvernement. Actuellement les premiers arrivés qui pompent toute la nappe contraignent les paysans plus modestes à plafonner leur irrigation. On devrait plutôt prioriser un accès à l'eau encadré pour les fermes produisant à manger localement et de qualité !

L'eau et sa gestion n'ont pas à être des marchandises. C'est un bien commun qui doit être géré sous contrôle des travailleurs et paysans. Tout le monde doit manger et boire. Ce devrait donc être un monopole public avec des régies publiques partout et une gestion planifiée démocratiquement, pour que nous puissions tous y avoir accès, quel que soit l'endroit où l'on vit.

SIVOM VARENNES JARCY : GRÈVE POUR LES SALAIRES ET LES RETRAITES

Depuis le 30 mars c'est environ un quart des travailleurs du SIVOM -collecte des ordures pour 15 communes- qui sont en grève. FO et la CGT revendiquent 9 % d'augmentation. Leur travail n'est clairement pas reconnu avec des salaires à 1300 euros. La direction affiche son mépris en remerciant les non grévistes sur le panneau d'entrée du site. Mais la grève continue et le piquet tient, malgré la répression policière. Ils

ont fait une lettre aux habitants et participé aux manifs pour les retraites à Melun car ils luttent aussi pour cela. Des rassemblements ont lieu aussi devant les mairies comme celle de Yerres le 12 avril, le Maire étant vice-président du syndicat du SIVOM. La France Insoumise leur a versé un chèque de 10 000 euros pour la caisse de grève. Les travailleuses du SIVOM sont déterminés à aller jusqu'à la victoire !

■ MATTHIAS

VICTOIRE CONTRE LA RÉPRESSION DES SYNDICALISTES À SANOFI !

Le 8 avril, nous avons appris que le projet de licenciement de deux syndiqués CGT de Sanofi le Trait avait été refusé par l'inspection du travail ! Ils étaient accusés d'être responsables de deux blocages du site avec des camions lors de la mobilisation pour les salaires de l'automne dernier. Ça visait à décourager les travailleurs de lutter plus tard, faisant planer la menace d'être licencié en cas de grève ou de blocage. Deux

rassemblements ont été organisés début janvier (lors de leur entretien disciplinaire) et le 24 janvier, jour du Comité Social Économique où l'avis des élus syndicaux sont relevés. 200 à 300 personnes ont répondu présent-es pour soutenir et faire pression sur la direction. Face à la répression patronale, la réaction collective paie !

Selon le témoignage d'une militante CGT Sanofi le Trait (76)

EFFONDREMENT D'IMMEUBLE À MARSEILLE : AVOIR UN LOGEMENT SÉCURISÉ EST-IL UN LUXE ?

Le 8 avril, huit personnes sont mortes après un effondrement de deux immeubles rue de Tivoli à Marseille. Malgré la déclaration d'Olivier Klein, ministre du logement, que cet immeuble n'était pas repéré pour son insalubrité, les habitants se posent des questions sur l'état des immeubles du quartier. Suite à cette tragédie, 302 personnes de la même rue sont évacuées de leurs domiciles par précaution. Mais jusqu'à quand ?!

Ce drame aggrave le problème du logement en France.

Entre les prix qui augmentent et la fin de la trêve hivernale (17 500 expulsions en 2022) et la suppression de 14 000 places d'hébergement d'urgence au début de l'année, le nombre de sans domicile fixe dépasse les 330 000 d'après la Fondation Abbé Pierre.

Stop aux logements insalubres, marchands de sommeil et bailleurs privés. Se loger dans un endroit décent et sécurisé est un droit, il faut des logements publics de qualité !

■ KAÏS

CASSE DU RSA : CADEAU AU PATRONAT !

Dans son allocution du 17 avril, Macron a continué à mettre en avant son RSA sous conditions. On force les ayants-droits à prendre des petits contrats précaires, du bénévolat, des stages non ou mal rémunérés, des formations parfois payantes. Ainsi demain un travailleur privé d'emploi se verra proposer d'aller travailler dans le bâtiment et si cette per-

sonne refuse, elle n'a plus droit au RSA. Le gouvernement réinvente l'esclavage ! Il y a déjà des millions de chômeurs et aujourd'hui on décide de conditionner un revenu de « solidarité » qui est touché par les plus précaires. De l'argent pourtant il y en a : dans les poches des grands patrons, les véritables profiteurs, ceux qui exploitent le travail des ouvriers.

VERTBAUDET : EN LUTTE CONTRE LES NAO À ZÉRO !

Dans la banlieue de Lille, 80 travailleuses sont dans une grève historique pour leurs salaires depuis le 20 mars. Toutes sont payées au SMIC, même avec 20 ans d'ancienneté pour composer avec l'inflation. Mais aux Négociations Annuelles Obligatoires (NAO), la direction a décrété 0 % d'augmentation ! Pourtant, les actionnaires ont un chiffre d'affaires en hausse : 325 millions d'euros.

Très précaires, la moitié des 255 travailleuses sont intérimaires. L'inspection du travail a épinglé ce « recours abusif à l'intérim » que la direction aurait tenté de masquer avec un faux registre ! La lutte contre la réforme des retraites a lancé le mouvement : contre les 25 km à pied par jour dans l'entrepôt, les petits chefs méprisants et les salaires qui ne permettent pas de vivre, les travailleuses ont décidé la grève !



JUSTICE POUR DORIS !

Rouen, 23 mars, sous une pluie de lacrymo, une manifestante a été mutilée probablement par une grenade GM2L, arme de catégorie A2 (matériel de guerre). L'IGPN a été saisie. Qu'en attendre ? L'IGPN veut déterminer si les armes ont été utilisées dans le cadre légal. Elle ne remet pas en cause leur utilisation même. Dans la lutte des classes, les forces ne disposent pas des

mêmes moyens : si les jeunes et les travailleurs ont la grève et la puissance de la masse, les capitalistes et leurs gouvernements disposent entre autres de la police et de sa violence extrême. L'organisation du mouvement par l'ensemble des jeunes et des travailleurs, la structuration de la lutte dans les syndicats, les AG et les services d'ordre démocratiques est plus que jamais un impératif.



PETIT-QUEVILLY : LA FIN PROGRAMMÉE D'UN SERVICE PUBLIC LOCAL

À Petit-Quevilly comme ailleurs, beaucoup de services publics ont fermé depuis une quinzaine d'années : CPAM, Trésor public, laboratoire d'analyses de l'hôpital public situé sur la commune. La Poste a perdu son tri... remplacé par le privé ou par des permanences « points services publics ». Chaque fermeture est un recul dans le droit à l'accès des habitants aux soins, aux conseils de services essentiels dans la vie quotidienne.

La majorité PS-PCF-EELV s'affiche pour le « social » en ayant une piscine municipale et une cuisine centrale. Mais depuis 6 mois, la résidence autonomie pour personnes âgées municipale gérée par le centre communal d'action sociale de la ville est sur la sellette. La majorité refuse de garder ce service public quevillais essentiel pour les plus âgés, et les moins favorisés.

Le collectif Décidons Petit-Quevilly, soutenu par la FI, a découvert au conseil municipal d'octobre dernier le projet au détour d'une délibération pour vendre un terrain sur l'avenue principale de la ville, à une SCI qu'on a découvert créée pour

l'occasion quelques jours avant et dirigée par un médecin. Il souhaitait acheter un terrain de la ville pour qu'une résidence autonomie privée voit le jour. Décidons Petit-Quevilly a été seul à voter contre.

Et à force de demander en questions orales en conseil, on a appris par voie de presse et non pas en conseil municipal ou au conseil d'administration du CCAS, que la ville veut démolir la RPA municipale qui serait un gouffre financier à rénover. Ce choix est malheureusement assumé par les élus PCF qui se justifient en disant que peu de RPA municipales existent encore dans la métropole Rouen. Et quand en conseil on demande des chiffres, des études, la conseillère municipale pour Décidons Petit-Quevilly se voit répondre que la majorité PS-PCF-EELV en a discuté en réunion de majorité et que c'est ainsi. La RPA Flaubert est peu à peu vidée de ses habitants mais la destruction n'est pas pour tout de suite. Nous ne lâcherons pas !

■ **LEÏLA MESSAoudi, ÉLUE MUNICIPALE POUR « DÉCIDONS »**



REJOIGNEZ LA GR !

Contactez-nous pour discuter avec nous et nous rejoindre !

Appelez-nous/SMS au : 07.81.32.75.89

Par mail : contact@gaucherevolutionnaire.fr

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- RECEVOIR LA NEWSLETTER
- RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN15 €
- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOUTIEN)20 €
- ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN30 €

JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- _____ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- _____ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED
N° FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Retournez ce coupon à : **Les amis de l'Égalité**
82 rue Jeanne d'Arc, Centre 166
76000 Rouen

NOM / PRÉNOM : _____
ADRESSE MAIL : _____
TÉLÉPHONE : _____
ADRESSE POSTALE : _____

Vous pouvez aussi nous contacter, faire un don et vous abonner à L'Égalité sur notre site : WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR

10ÈME CONGRÈS DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE UN MOMENT IMPORTANT DANS UNE PÉRIODE EXPLOSIVE

■ **LÉON. R**

Le week-end du 8 et 9 avril 2023, le 10^{ème} Congrès de la Gauche Révolutionnaire s'est tenu à Rouen. Son objectif et son principe sont de discuter des orientations et objectifs politiques de notre organisation. Les congrès nationaux ont lieu tous les deux ans.

Le congrès précédent s'était déroulé dans un contexte de crise sanitaire et avec de nombreuses restrictions. Cette année, c'est dans une période particulière avec de fortes luttes dans le mouvement ouvrier et dans une crise profonde de toute cette société capitaliste que nos camarades se sont réunis pour analyser et discuter de la situation internationale, en France et sur la construction de notre organisation. Des camarades de notre internationale, le Comité pour une Internationale Ouvrière sont également venus y participer. Des débats extrêmement riches sur la situation internationale, sur la situation en France, et sur la construction de la Gauche Révolutionnaire se sont tenus ces deux jours de congrès.

ANALYSES ET ÉCHANGES SUR LA SITUATION POLITIQUE

Tout d'abord, le samedi, nous avons commencé par analyser la crise profonde et complexe du capitalisme mondial, entre la crise économique internationale, la guerre, la question de l'immigration et de l'internationalisme



de classe, les régimes d'extrême droite, la situation de la bourgeoisie et du mouvement ouvrier et la nécessité de reconstruire une direction pour la classe ouvrière pour renverser cette société capitaliste. Notre camarade secrétaire général de notre internationale, le CIO est revenu sur les luttes entre les différents blocs impérialistes et sur les Etats-Unis et la Grande Bretagne, notre camarade d'Allemagne a développé la situation et la montée des grèves là-bas.

Nous avons enchaîné sur une discussion sur la situation en France, entre la crise économique et le déclin de l'impérialisme français (au profit d'autres puissances comme la Chine et la Russie), la politique de Macron et du gouvernement au service du grand patronat, la mobilisation actuelle sur la réforme des retraites, la situation de la jeunesse, la crise environnementale, la situation des forces de gauche ainsi que de notre programme pour faire face à cette

situation complexe. En ressortent de la motivation et une plus grande homogénéité politique.

MOTIVÉ-ES POUR CONSTRUIRE LA GR

Une discussion importante a eu lieu sur la construction de notre organisation. En ce moment, nous construisons par exemple une nouvelle section à Rennes où je milite et dans le Grand-Est, nous souhaitons nous y renforcer comme dans d'autres régions. À la Gauche révolutionnaire, nous prenons le temps pour discuter de notre construction. Celle-ci occupe nos débats collectifs en commissions comme en séance plénière sur toute une journée. Les finances de notre organisation nous permettent notre indépendance politique et de nous développer. Elles reposent sur le soutien de nos sympathisants et camarades mais aussi sur notre activité militante sou-

tenu qui garantissent la sortie de matériels et notre existence... L'exemple des révolutionnaires bolcheviques en Russie a montré que le souci des finances comme du journal sont essentiels. Notre appel financier a été très réussi avec plus de 1500 € collectés le week-end même de notre congrès. Cet appel financier à soutenir la GR se poursuit, alors n'hésitez pas à y contribuer !

Nous ressortons renforcés et armés de ce congrès pour construire le parti révolutionnaire et lutter pour le socialisme. C'était un véritable succès politique.

Les thèses du 10^{ème} Congrès sortiront fin mai. Nous vous invitons à vous les procurer auprès de nos militants ou sur notre site internet et à lire bien évidemment. Mais surtout, n'hésitez pas à venir en discuter avec nous. Si vous êtes d'accord avec nos idées et notre programme, rejoignez-nous pour construire ensemble la Gauche Révolutionnaire !

NOUVELLES DE NOTRE INTERNATIONALE ALLEMAGNE : LANCEMENT D'UNE NOUVELLE ORGANISATION DE JEUNESSE

Nous avons échangé avec Max Klinkner et Chiara Stenger. Tous deux sont actifs à SOL, et à Jugend für Sozialismus à Mayence. SOL est et l'organisation sœur de la Gauche révolutionnaire en Allemagne.

► Qu'est-ce que « Jugend für Sozialismus » (Jeunesse pour le socialisme) ?

Chiara : C'est une nouvelle organisation de jeunesse de lutte et de classe fondée par des membres de linksjugend, l'organisation de jeunesse de Die Linke ['solid']. Beaucoup d'entre nous sont actifs depuis longtemps dans le Groupe de travail fédéral Révolutionnaire Linke (Gauche révolutionnaire), dans lequel de jeunes membres de Sol ont également travaillé. Nous voulons offrir une alternative. En parallèle, on veut aussi se tourner vers des jeunes qui étaient auparavant inorganisés, dont certains ont été rebutés par ['solid'].

► Qu'est-ce qui vous a décidé à fonder « Jugend für Sozialis-

mus » maintenant ?

Max : Nous vivons actuellement l'une des crises les plus profondes du capitalisme, et pas seulement depuis la guerre d'agression russe. Une organisation de jeunesse socialiste forte et active est nécessaire de toute urgence. Mais Linksjugend ['solid'] est bien en deçà des objectifs dont elle se réclame, ne réussissant pas à apporter des réponses socialistes claires à la guerre et à la pandémie. Nous avons conclu que nous avons besoin de quelque chose de nouveau.

Chiara : Nous voulons offrir aux jeunes la possibilité de s'organiser contre les conditions que nous imposent les capitalistes. Le travail de ['solid'] se limite à la publication d'articles sur les réseaux sociaux et de séminaires internes qui n'ont aucun effet sur le travail pratique de l'organisation. Avec Jugend für Sozialismus, nous voulons faire la différence, soutenir les piquets de grève, organiser des manifestations et porter un programme

socialiste dans les mouvements.

► Quelle est votre relation avec Die Linke ?

Max : Nous soutenons l'idée d'un parti socialiste de gauche large. À cet égard, nous soutenons Die Linke, mais il faut reconnaître qu'il y a une lutte au sein du parti au sujet de sa politique. Il faudrait une orientation militante et socialiste, constamment du côté de la classe ouvrière. Nous continuons donc à critiquer le parti. Par exemple, dans certaines régions, Die Linke est avec le SPD et les Verts qui procèdent à des expulsions, des privatisations et coupes budgétaires.

► Et maintenant ?

Chiara : Nous avons écrit une résolution. Nous recueillons des signatures et invitons les groupes Linksjugend ['solid'] à discuter avec nous. Il y a des événements locaux et nous organisons fin mai un camp de jeunes.

► Visitez le site de JfS : jugend-fuer-sozialismus.de

CRITIQUE DE FILM L'ÉTABLI

Ce film de Mathias Gokalp raconte le trajet de Robert Linhart, membre de la Gauche prolétarienne (maoïste), qui, comme d'autres militants, se fait embaucher comme ouvrier chez Citroën juste après Mai 68.

Le film, parfois long, offre néanmoins un portrait fidèle de la condition ouvrière de l'époque : traitement inégal des travailleurs selon leurs origines, productivisme zélé, soins médicaux rudimentaires, répression patronale brutale. Les milliers d'Établis maoïstes, souvent intellectuels comme Linhart, s'immisceront dans ce milieu ouvrier qui leur était étranger. Ils tenteront de mener les travailleurs à la grève suite à l'allongement du temps de travail, malgré les accords de Grenelle.

Germinal sans l'épique, l'Établi est un témoignage sincère qui permet de tirer des leçons, questionnements et critiques sur la manière dont un parti révolutionnaire peut ou non s'implanter dans les usines et le rôle de militants révolutionnaires.

■ **PIERRE**



UKRAINE : COMMENT STOPPER LA GUERRE

La situation s'enlise en Ukraine avec le terrible bilan de plus de 200 000 morts depuis plus d'un an. La guerre est entrée dans une phase de « guerre de position » qui implique énormément de matériels et de combattants pour gagner quelques kilomètres de terrain. Derrière cette ligne de front, l'OTAN cherche une issue « positive » du point de vue des capitalistes par l'intégration des provinces ukrainiennes dans les marchés occidentaux avec l'aide de Zelensky. De l'autre côté du front, Poutine et l'oligarchie russe, ont des intérêts économiques en Ukraine du fait du passé commun en URSS, qu'ils n'entendent pas perdre. Au milieu, les travailleurs d'Ukraine subissent ce conflit de vautours.

Avec les intérêts opposés des deux camps impérialistes, il y a une escalade du conflit par l'envoi d'armes des occidentaux à l'Ukraine. Ce qui renforce la propagande de Poutine et accroît la possibilité dramatique d'une utilisation de l'arme atomique. En réalité aucune paix durable ne peut venir des impérialistes, avec eux, le conflit continuera d'une manière ou d'une autre.

QUEL PROGRAMME POUR METTRE FIN À LA GUERRE ?

Si les gouvernements français, allemand, US... envoient des armes à l'Ukraine, c'est

parce qu'un marché juteux s'est ouvert avec la guerre, qui l'alimente ! Et la France est l'un des premiers producteurs d'armes. Aucun des gouvernements capitalistes ne peut résoudre ce conflit qu'ils stimulent. Et Zelensky mène une politique pour les capitalistes.

- > Stop à la guerre !
- > Retrait immédiat des troupes russes !
- > Pas d'escalade guerrière, non à l'envoi d'armes !
- > Dehors Poutine !
- > Aucune confiance dans les capitalistes !

La seule sortie possible de cette guerre réside dans le pouvoir des classes ouvrières d'Ukraine et de Russie à mettre fin au conflit, avec le soutien actif du mouvement ouvrier internationalement. En Ukraine, seules des milices ouvrières et paysannes, indépendantes, non subordonnées à Zelensky, protégeraient les travailleurs, les quartiers, les villages face à l'invasion de Poutine. En Russie, la classe ouvrière doit s'organiser pour stopper Poutine et refuser cette guerre qui n'est pas la leur. Le capitalisme entraîne des guerres dans le monde entier. C'est en luttant pour le socialisme qu'on pourra les arrêter et garantir l'autodétermination des peuples.

■ PEM & YB

AFRIQUE : MACRON, REPRÉSENTANT DE COMMERCE

Macron est allé début mars en tournée dans quatre pays d'Afrique : Angola, Congo, RDC et Gabon. Il a sorti un grand discours présidentiel au début de sa tournée, qualifiant l'Afrique de « terre de compétition » où il vient défendre les intérêts des multinationales françaises. Comme un terrain de jeu pour les capitalistes, il invite les entreprises de son pays à y faire commerce. L'Angola est l'un des premiers producteurs de pétrole, et Total Energies y est déjà installée. Officiellement, sa venue était pour aider l'Angola à retrouver une souveraineté alimentaire.

On flaire l'arnaque, comme le prétexte « forêts tropicales en dangers » de sa visite au Gabon, alors que c'est une base militaire française. Le tout en déclarant la soi-disant « fin de la Françafrique » !

Orange, Engie, Total... revendiquons l'expropriation de ces grosses multinationales qui pillent les ressources ! Elles doivent être nationalisées sans rachat, et gérées par les travailleurs localement pour les intérêts de tous, non plus pour ceux des capitalistes français, ni ceux de Chine ou d'ailleurs...

■ LUCIE MENDES



Macron-Bonaparte n'a jamais réussi à faire disparaître son mépris pour les pays qu'il a visités et leurs classes ouvrière et opprimées. Il est là pour défendre les intérêts des multinationales - dictature, exploitation ou pas, les profits avant tout

ISRAËL-PALESTINE : UNE EXPLOSION DES LUTTES EN 2023

■ SKÁLD

Le 14 janvier a commencé en Israël un mouvement de protestation contre les réformes du gouvernement ultra-réactionnaire, avec une journée de grève générale le 27 mars dernier. Le 1er ministre, Netanyahu, veut réformer la Cour suprême afin de donner au gouvernement un contrôle sur la Justice. Ceci lui permettrait, entre autres, après avoir été écarté suite à des accusations de corruption, d'échapper à la prison.

Ce mouvement social a vu les libéraux de Yaïr Lapid s'autoproclamer dirigeants alors qu'ils sont représentants des capitalistes. Ils veulent en fait garder un contrôle sur le gouvernement grâce à la Cour suprême et défendre leurs intérêts. Aujourd'hui, le mouvement se développe autour de revendications contre le gouvernement, mais sans réelles perspectives. Les revendications se cristallisent autour du rejet de la réforme de la Cour suprême et du nouveau gouvernement Netanyahu qui a vu une arrivée massive de l'extrême droite ultranationaliste à la Knesset (le parlement israélien).

Le gouvernement précédent du même Yaïr Lapid, dit « gouvernement du changement », avait continué la casse sociale, mené la même politique d'expansion des colonies, d'expropriation des Palestiniens, et lancé des bombes sur Gaza.

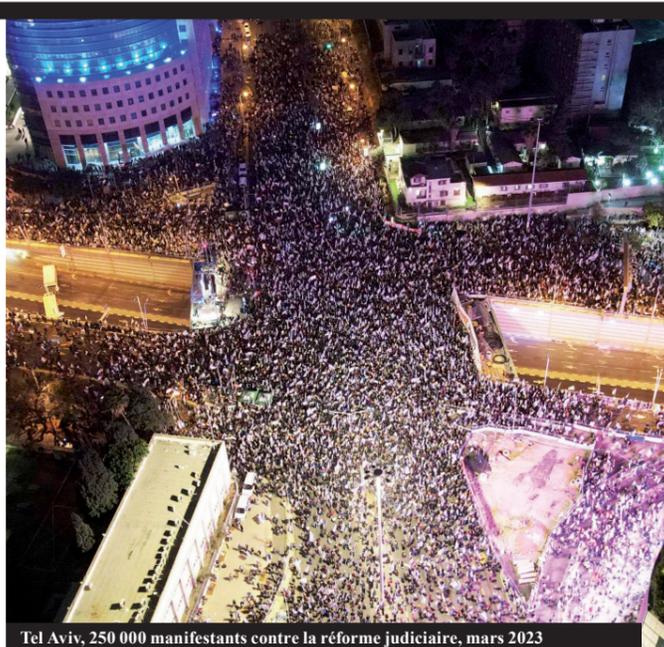
GRANDE INSTABILITÉ

Pourtant, Netanyahu est dans une impasse. Son gouvernement est fragile et coincé, contraint d'osciller entre la défense directe des intérêts des capitalistes, qui verraient leur stabilité menacée si un conflit ouvert éclatait dans la région, et la conciliation avec l'extrême droite ultranationaliste de sa coalition, qui menace de « prendre le pouvoir par la force » s'il recule sur les contre-réformes.

Aucune perspective n'est aujourd'hui proposée pour les travailleurs d'Israël comme de Palestine : aucune force politique n'est capable de créer l'unité et de proposer un programme qui les défend réellement. En Israël, le secrétaire général d'Histadrout, le principal syndicat, n'exige qu'un simple gel des réformes et le Parti travailliste israélien s'est effondré par le rejet de ses politiques de casse sociale menées lors des trente années qu'il a passées au pouvoir.

L'ESCALADE DU CONFLIT NATIONAL

L'attaque brutale par la police israélienne dans la mosquée d'al-Aqsa début avril, 13 semaines après le début de la mobilisation et en plein ramadan, témoigne de l'incapacité du gouvernement Netanyahu à trouver une solution au conflit social actuel. Le but est clair : alimenter la haine des Palestiniens contre les Israéliens, pour pousser les forces armées du



Tel Aviv, 250 000 manifestants contre la réforme judiciaire, mars 2023

Hamas à lancer des offensives aux frontières et prétexter le « besoin d'une unité des Israéliens contre les terroristes palestiniens ».

La classe dirigeante capitaliste n'a pas de solution au conflit national, ni d'alternative à la répression brutale des Palestiniens. Le gouvernement Netanyahu ne peut pas être vaincu par des missiles de Hamas tirés sur les communautés ouvrières, ce qui ne pourrait que renforcer le soutien à Netanyahu. Par contre, une nouvelle révolte de masse pourrait voir le jour dans les territoires palestiniens.

QUELLES PERSPECTIVES ?

La journée de grève générale du 27 mars 2023 ainsi que les manifestations de masse qui ont amené des centaines de milliers

de personnes dans les rues, ont montré le potentiel de la classe ouvrière. Il devrait maintenant y avoir un appel à une nouvelle escalade des grèves accompagnée d'une mobilisation de masse.

Et surtout, les militants et les organisations impliquées dans le mouvement devraient former un parti ouvrier de masse indépendant et, à travers eux, prendre le contrôle de leur propre mouvement et lancer un défi décisif au gouvernement. Ils doivent s'associer aux Palestiniens qui protestent et affrontent les forces répressives de l'État, dans les villes palestiniennes d'Israël, ainsi que dans les territoires. La classe ouvrière, unie, a le pouvoir de vaincre le gouvernement ultra-nationaliste de Netanyahu et de Ben-Gvir, et de sortir le Moyen-Orient du carnage du conflit régional.

ÉLECTIONS EN TURQUIE : LE BESOIN D'UNE VOIX POUR LES TRAVAILLEURS

■ NAZIM

Le 14 mai, 60 millions de Turcs sont appelés à voter pour l'élection présidentielle et celle des 600 députés. Pour la première fois depuis 2003, Erdogan semble fragilisé. L'élection va se jouer entre l'actuel président Erdogan fondateur de l'AKP, à la tête de l'Alliance de la République avec notamment les Loups Gris (MHP) et son principal opposant Kemal Kilicdaroglu. Kurde alévi, issu d'une famille de paysans pauvres, il est président du parti kémaliste le CHP, à la tête d'Alliance de la Nation, dite « Table des six » regroupant des sociaux-démocrates, des nationalistes et des islamistes.

Les conséquences catastrophiques du séisme au sud de la Turquie en février ont démontré l'incapacité du régime capitaliste et autoritaire d'Erdogan à gérer. La situation économique faite

de crises monétaires, d'inflation qui bat des records, d'un taux de chômage des jeunes de 20% et d'une précarité grandissante fragilise son pouvoir. Kilicdaroglu a du soutien dans la population. Il incarne l'opportunité d'amener un peu de « paix » dans une Turquie polarisée et sous pression. Mais sa candidature n'est pas une rupture nette avec la politique totalitaire, capitaliste et anti-sociale d'Erdogan.

Le HDP (parti pro-kurde), crédité de 10 à 14 % des intentions de vote, a représenté cela. Mais pour se protéger des menaces d'interdiction, il avait annoncé se présenter aux élections législatives derrière le nom du YESIL SOL PARTI (Parti de la gauche verte). Finalement, le HDP fait le choix de ne pas présenter de candidats et appelle à voter pour Kemal Kilicdaroglu sans intégrer l'alliance électorale car les divergences politiques sont très fortes.

La Gauche révolutionnaire,



section française du CIO, apporte régulièrement son soutien au HDP, comme brèche créée pour unifier les travailleurs et peuples de Turquie autour d'un parti et d'un programme combatif. Sa position tactique de se placer sous la bannière du YSP aux législatives pour éviter l'interdiction est compréhensible tant la répression est forte. Mais l'absence de candidats HDP à la présidentielle, même sous la bannière YSP, signifie que les travailleurs et les peuples de Turquie n'auront pas de voix indépendante et pas

de candidat combatif de gauche face à Erdogan et aux partis pro-capitalistes.

Pourtant, la brèche ouverte pour construire un parti, celui des travailleurs des peuples de Turquie et pour lutter contre Erdogan, n'est pas refermée. Il existe à la fois l'espace et la nécessité d'un programme unifiant pour une hausse des salaires, le blocage des prix face à l'inflation, le développement de services publics et la nationalisation des principaux secteurs de l'économie et la défense des droits des peuples opprimés.



NON À LA LOI DARMANIN NON AU RACISME !

Tous les jours, les médias et politiciens au service du capitalisme essaient de nous diviser. Couleur de peau, religion (réelle ou présumée), genre, sexualité... Le but : empêcher qu'on s'unisse pour lutter contre leur société où quelques personnes s'engraissent en exploitant la majorité ! Ça suffit ! Ensemble, travailleurs et jeunes, en refusant le racisme, le sexisme et toutes les discriminations, luttons pour une égalité réelle et une société libérée du capitalisme : pour le socialisme !

En pleine réforme des retraites, Darmanin et Macron avaient sorti une énième loi « immigration ». Le but : faciliter encore les expulsions, durcir l'accueil et l'obtention des titres de séjour. Mais aussi, dans les secteurs où les patrons ont plus besoin de main d'œuvre, avoir des travailleurs aux conditions de travail et aux salaires pourris, en créant un titre de séjour précaire de 1 an.

Avec la situation sociale explosive en mars, la loi a été suspendue par crainte que la mobilisation ne s'étende au refus la loi Asile immigration et n'expose leur politique raciste.

Mais à peine la loi retraites promulguée, Darmanin et Macron reviennent à la charge contre les étrangers et les immigrés. Un loi est donc est à l'agenda de l'assemblée en juin. Tout cela doublé de sorties racistes de Darmanin qui passe son temps à assimiler immigration à criminalité, et de Lemaire sur les allocations versées à l'étranger.

À QUI PROFITE LA LOI ?

Le but de Macron-Darmanin : opposer les travailleurs et diviser la population en son sein. Ils détournent l'attention de leur propre politique, qui privatise, fait baisser les salaires et pousse des quartiers entiers dans le chômage et la précarité !

Ces discours discriminants et racistes donnent confiance à l'extrême droite et aux petits groupes fascistes, qui tentent des actions contre les militants de gauche et antiracistes.

Pourtant, les plus grandes entreprises françaises ont fait 180 milliards d'euros de profits en 2022. De quoi résoudre l'ensemble des problèmes sociaux du pays. On le voit : ce ne sont pas les personnes immigrées qui tirent les salaires vers le bas, c'est le patronat, avec l'appui du gouvernement !

TOUTES ET TOUS UNIS !

Nous ne les laisserons pas faire ! Nous sommes solidaires et unis. Peu importe notre couleur

de peau, origine, religion éventuelle, orientation sexuelle... Nous refusons de nous laisser diviser ! Au contraire, nous exigeons les mêmes droits pour toutes et tous. Nous voulons l'égalité ! Luttons pour la régularisation de tous les sans-papiers, la carte de séjour de 10 ans comme norme, et pour de bonnes conditions de travail, de bons salaires, un logement décent pour toutes et tous, des services publics de qualité !

La lutte contre le racisme ne peut pas être séparée de la lutte contre la politique de Macron. C'est pourquoi les syndicats, partis de gauche, associations... ont un rôle très important à jouer en organisant cette lutte ! Ce qu'il faut c'est construire une lutte de masse comme la Marche pour l'égalité en France en 1983, les occupations d'églises des travailleurs sans papiers... Aujourd'hui, il nous faut construire une lutte politique de cette ampleur, rassemblant jeunes et travailleurs, quelles que soient leurs origines.



TOUTES ET TOUS CONTRE LE SEXISME !



Face à la réforme des retraites qui pénalise doublement une majorité de femmes, déjà moins payées (en moyenne 25 % de moins pour un poste égal), qui cotisent donc moins et ont des carrières hachées avec la maternité, nous luttons pour un droit à une retraite décente dès 60 ans, pour hommes et femmes.

Il est temps d'agir pour plus d'égalité, pas seulement de dénoncer les injustices mais de développer un programme autour de revendications comme l'égalité salariale, l'accès facile et gratuit à la santé, des crèches

collectives et solutions de garde d'enfants... Cela afin de diminuer la discrimination au travail, logement... Gagner ces droits ensemble, c'est aussi les gagner pour les hommes. Plus de répartition du travail, une égalité qui permettra d'améliorer les conditions de vie des travailleuses et des travailleurs.

Le combat contre le sexisme est central dans la lutte pour une société socialiste et la Gauche Révolutionnaire y accorde une place très importante. Viens discuter et lutter avec nous !

■ CLARA

LGBT+ EN LUTTE POUR NOS DROITS !



La dernière décennie a vu la conquête de droits pour les personnes LGBT+ comme le mariage et l'adoption pour tous, changement de genre à l'état civil facilité, procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes, fin de « thérapies » forcées pour les personnes trans...

Mais l'accès à ces droits est difficile. L'égalité, le droit à disposer de son corps et de sa sexualité, ne veulent rien dire s'il n'y a pas de moyens en face ! Nous voulons des centres médico-sociaux publics partout, une Santé 100 % publique et de qualité ! Pour

une éducation de qualité, débarrassée des préjugés ; des conseillers-psychologues dans chaque établissement ; du personnel formé pour accueillir les personnes LGBT+ ! Cette lutte est liée à la lutte contre la politique de Macron qui casse les services publics. Pour de nouveaux droits : changement de genre sur simple procédure en mairie et accès libre à la PMA pour les personnes trans ! Unissons-nous et luttons, travailleur-ses et jeunes, LGBT+ ou pas, contre Macron, sa politique et le capitalisme !

■ MARIE

CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

Voici les principales revendications que la GR défend.

TRAVAIL, SALAIRE

- Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation ; pas de salaire ni de revenu sous 1 600 € net.
- Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique des groupes qui licencient ! Embauches massives dans les services publics (Santé, environnement...) ! Un emploi pour tous : baisse du temps de travail à 32h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé !
- Prenons dans les profits du CAC 40 (172 milliards d'euros de profits en 2022 !) pour financer l'emploi, aider les artisans/TPE. Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
- Pas touche à nos retraites ! Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
- Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les travailleurs.

SANTÉ

- Arrêt des politiques de casse de la Santé et des services publics. Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (multinationales du médicament, groupes privés de maisons de retraite/Ehpad, etc.).
- Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens à la hauteur des besoins définis démocratiquement.

ÉDUCATION

- Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à l'Université !
- Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

DROITS DÉMOCRATIQUES

- Non aux restrictions sur le droit de retrait et le droit de grève. Garantie du droit de manifester dans les conditions

de sûreté déterminées par les organisations de travailleurs.

- Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.
- Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.) !

LOGEMENT

- Un logement décent pour toutes et tous. Réquisition des logements vides. Aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition de la population.
- Des moyens supplémentaires pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

POUR UNE LUTTE DE MASSE

- Les confédérations syndicales doivent être les premières à défendre les travailleurs, faire campagne pour les salaires, conditions de travail... Elles doivent organiser une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.
- Pour la construction de syndicats combattifs dans tous les secteurs !

POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

- Des millions de jeunes et de travailleurs se mettent en lutte contre les politiques qui détruisent nos vies et notre environnement pour les seuls profits des ultra-riches. Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, un outil vivant et démocratique, ouvert à toutes et tous, travailleur-ses, syndicalistes, jeunes, retraité-es, pour défendre un programme de lutte commun.

POUR LE SOCIALISME !

- Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.
- Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

★ CONTACTEZ-NOUS !

☎ 07. 81. 32. 75. 89

✉ contact@gaucherevolutionnaire.fr

🌐 Sur Facebook, Twitter, Instagram, Youtube... Chercher « Gauche révolutionnaire »

🏠 Les Amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc, centre 166, 76000 Rouen

🌐 www.gaucherevolutionnaire.fr